SYNDICAT NATIONAL

Solidaires

Finances Publiques 07

Section de l'Ardèche

Déclaration liminaire au CTL du département de l'Ardèche
du lundi 4 juillet 2016 (2ème convocation)

**Retrait du projet
de Loi travail**

Madame la Présidente,

Dans un document d'une dizaine de pages intitulé « lignes directrices de la DGFIP », Bruno PARENT nous livre, sans fard, sa vision de notre administration et les évolutions vers lesquelles elle doit tendre. Oscillant entre grandiloquence et propos lénifiants, provocations et cynisme, ce document consacre bien de nouveaux reculs pour les agents de la DGFIP et porte déjà en germe le démantèlement orchestré de notre statut.

Hasard du calendrier ou communication bien orchestrée ? En tout cas les nouvelles tombent les unes après les autres et ne sont que les déclinaisons des politiques d'austérité décidées par les gouvernements successifs.

Ainsi, quelques jours après les annonces DGFIP de Bruno PARENT, Michel SAPIN, Ministre du Budget, a adressé ses lettres de cadrage aux différents ministères. En quête de 2 milliards d'économie pour 2017, il y précise que les effectifs publics devront se réduire de 2 % et annonce déjà un gel de toutes les mesures catégorielles dans l'ensemble des ministères dits non prioritaires.

Une projection de cette annonce, laisse d'ores et déjà envisager une nouvelle réduction des effectifs en 2017, à hauteur de 2 230 équivalents temps plein, pour la seule DGFIP.

Dans un tel contexte, les annonces « en toute transparence » de Bruno PARENT s'éclairent d'un jour nouveau : accélération des restructurations, casse du statut, abandon des règles de gestion... C'est encore moins de garanties pour les agents et plus de flexibilité dans la gestion des emplois pour nos Directeurs locaux.

Si l'on regarde bien les attendus de la réforme du code du travail, on retrouve les mêmes poncifs du système libéral qui sont rebattus depuis plus de vingt ans, dans le secteur privé, comme désormais dans le secteur public :

- **pour le secteur privé**, c'est allègement de charges sociales, CICE, et désormais les salarié-es variable d'ajustement économique au nom de la compétitivité et de l'emploi : on généralise une forme de précarisation à la grande satisfaction du Medef !
- **pour le secteur public**, c'est les dépenses publiques qui seraient trop lourdes, d'où une politique de suppressions d'emplois massives et des restructurations à marche forcée... Les agents et leur statut sont un frein insupportable à ces changements : les agents deviennent des pions qui doivent s'adapter là aussi !

On veut ajuster la fonction publique et le statut des fonctionnaires au XXIème siècle... mais on reprend les recettes du XIXème... qui se traduisent par du moins-disant pour les agents et des conditions de travail dégradées, sans jamais mesurer quelles missions on sacrifie, de quel service public on a besoin, et au final quel type de société on crée !

Ces lignes directrices ne sont manifestement pas de nature à répondre aux inquiétudes et attentes légitimes des agents de la DGFIP.

L'exercice auquel se livre notre DG est au mieux hypocrite et lénifiant, au pire condescendant et provocateur. Il comporte surtout d'inquiétants reculs sur nos droits et garanties pour ne satisfaire qu'un impératif de réduction de la dépense publique.

Quand d'autres rêvent d'en finir avec l'héritage de mai 68, Bruno Parent, lui, ne lésine pas : c'est celui du Conseil National de la Résistance qu'il veut inhumer. Rien moins !

Extraits de sa « sortie de route », avec les commentaires de Solidaires Finances Publiques :

Bruno PARENT :

« L'immobilisme n'est pas de mise. [...] L'âge d'or, c'est-à-dire le passé embelli et perdu, est un mythe... certaines inflexions «post fusion » ont d'ores et déjà été décidées. Il faut les mettre en perspective - et aussi parce qu'elles vont se poursuivre- il faut éclairer l'avenir...»

Sans blague !!! entre 2007, année de son départ de la DGFIP et 2014, année de son providentiel retour, il ne s'est évidemment rien passé à la DGFIP. A quand remonte l'âge d'or de la DGFIP pour ce triste sire, si tant est qu'elle en ait jamais connu un ? La DGFIP a sonné l'hallali de nos deux défuntes administrations (DGI-DGCP) sur la base du mensonge éhonté d'un présidentiable (« Il y a 80000 fonctionnaires à la DGI pour calculer l'impôt, 60000 fonctionnaires à la comptabilité publique pour le percevoir » N.Sarkozy - 2 mai 2007), elle n'a jamais connu d'âge d'or !!!

Bruno PARENT :

« Chacun le sait : nos moyens diminuent et nos charges augmentent. [...] il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité, ... »
(page 3)

Le constat est posé et partagé : l'évident manque de moyens face à l'augmentation des charges est reconnu ! preuve s'il en est que les multiples réformes mises en œuvre dans notre administration, toutes faites dans le but de générer des gains de productivité, n'ont pas été efficaces. La solution pour Solidaires finances publiques passe par un moratoire sur les restructurations et par des moyens humains face aux nombreuses missions toujours plus exigeantes de notre service public.

Bruno PARENT :

« Faire confiance à nos partenaires dans un esprit d'ouverture. [...] leur permettre d'accéder directement aux informations grâce à une ouverture plus large de nos fichiers, ce n'est pas changer la mission, ni affaiblir le service public... » (page 3)

Non, c'est juste transférer une partie de nos missions : Open data, vers les collectivités locales, France connect, pour les usagers, Fichiers de publicité foncière ouverts aux notaires... Outre le risque de fuite de données, ces mesures n'ont pour seul objectif que de nouvelles suppressions d'emploi. Cette seule dernière mesure a déjà été chiffrée en « économie d'emplois », 1000 agents de SPF seront supprimés sur la seule base d'un gain estimé de productivité (une dizaine par département).

Bruno PARENT :

« Assurer la permanence d'un haut niveau d'expertise et de services.]...[La législation fiscale se complexifie et les changements qui l'affectent sont incessants ; les attentes à notre égard, de la part des collectivités locales ... sont croissantes » (page 5)

L'administration découvre le fil à couper le beurre! Les attentes de nos «partenaires» sont nombreuses, celles des collectivités locales tout particulièrement avec la réforme territoriale. Elle affirme notre niveau d'expertise et le besoin des équipes de terrain, mais dans la réalité ces missions sont négligées et les services n'ont pas le soutien promis.

Bruno PARENT :

« Les équipes doivent avoir la "masse critique" » (page 6)

Curieuse construction : On rappelle notre haut niveau d'expertise et, dans la foulée, on précise qu'on ne peut plus le garantir ? Pour Solidaires Finances Publiques, on ne satisfait pas à « la masse critique » en concentrant les missions et les agents sur des pôles et en les éloignant de la réalité du terrain mais bien en pourvoyant les postes vacants et en créant les emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.

Bruno PARENT :

« Il n'y aura pas de bon service public sans des collaborateurs à l'aise dans leurs fonctions, pas plus qu'il n'y aurait d'agents épanouis dans une DGFIP qui ne tiendrait pas son rang. - notre attachement collectif au service public et à

ses valeurs nous interdit de perdre de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service. » (page 9)

"Collaborateurs à l'aise", "agents épanouis"? De qui se moque t-on? Suppression d'emplois, augmentation de la charge de travail et donc augmentation de la pression sur les agents, fermeture de services, réduction des horaires d'ouverture, multiplicité des dysfonctionnements informatiques, renvoi des usagers vers le net... Ceux qui perdent de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service, sont bien, ceux, qui organisent méthodiquement la casse de notre administration, détruisent le service public et sacrifient les droits et garanties des agents.

Bruno PARENT :

« Chacun a droit à la vérité]...[Chacun a droit à la transparence]...[Nous partageons tous la volonté d'offrir à la fois le meilleur service possible et les conditions de travail les plus épanouissantes. Nous pouvons donc avoir confiance dans l'avenir, avec réalisme et lucidité ... » (page 11)

Une réponse au baromètre social de la DGFIP pour 2016 ? Là encore que d'hypocrisie ! Pour mémoire :

- 55 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de la DGFIP.
- 66 % pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens
- 60 % se disent insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.
- 61 % estiment que le climat social n'est pas bon à la DGFIP (mauvais, 47 % ; très mauvais, 14 %)
- 75 % pensent que l'écoute des agents n'est pas assez importante.

Quoi qu'il en soit, la propagande du DG ne dupera personne, le temps du combat pour la reconquête de nos missions, de nos emplois, de nos droits sociaux est donc lancé.

Solidaires Finances Publiques appelle à la mobilisation générale à la DGFIP.

On lâche rien. On reprend tout

**Retrait du projet
de Loi travail**